



La Commune



Du sang palestinien sur les mains de Trump

Trump, utilisant une loi étasunienne de 1995, a répondu aux aspirations des sionistes du gouvernement Netanyahu, en reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël. L'annonce de Trump a ouvert une nouvelle phase dans la politique d'apartheid que mènent les sionistes. Fort de cette reconnaissance, Netanyahu et ses troupes d'occupation accentuent la répression contre le peuple palestinien et, dans le même temps, font la chasse aux réfugiés venant du continent africain.



Ahed Tamimi

Trump a utilisé la loi du 23 octobre 1995 votée par le Congrès étasunien qui affirme que « Jérusalem doit être reconnue comme capitale d'Israël ». Israël a reçu en grande pompe l'ancien conseiller et toujours ami de Trump, Steve Bannon, qui se présente comme chrétien sioniste. Les sionistes de tous poils, en Israël ou ailleurs se sont réjouis de cette décision. Le gouvernement sioniste n'a pas tardé à profiter de ce soutien pour franchir des pas supplémentaires dans la répression contre le peuple palestinien. Trump a plus que jamais besoin d'avoir Israël comme partenaire infallible dans le Moyen-Orient et, pour ce faire, il va maintenir son soutien à la politique d'apartheid de l'État sioniste au détriment du peuple palestinien.

L'État sioniste et le gouvernement Trump unissent ainsi leurs efforts pour détruire le peuple palestinien.

Répression

L'annonce de Trump a ouvert une nouvelle phase dans la politique d'apartheid que mènent les sionistes. Le centre de documentation Hurriyat dénonce plus de 2 096 attaques en Cisjordanie contre les Palestiniens pendant le mois de décembre 2017. Les colons ont perpétré 62 attaques dont 24 sur la seule ville Al-Aqra. Ces affrontements ont fait 4 159 blessés et ont suscité l'arrestation de 814 Palestiniens. Au cours du mois de décembre, plusieurs dizaines de Palestiniens ont succombé sous les balles des forces d'occupation. Quatorze enfants de moins de 18 ans ont été assassinés par les forces sionistes.

Briser la jeunesse palestinienne

Depuis le 19 décembre 2017, Ahed Tamimi, militante palestinienne de 16 ans, est emprisonnée en Israël ; elle fait face à douze chefs d'accusation. Cette adolescente a été arrêtée après avoir giflé et bousculé un soldat israélien, en marge d'une manifestation contre la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël.

Ahed a été privée de liberté sous caution et risque sept années de prison car un juge de la cour militaire israélienne a déclaré qu'elle était dangereuse et que le poids de ses délits « ne permet pas une alternative à l'emprisonnement ». Sa mère et elle ont subi des interrogatoires musclés comme savent le faire les chiens de garde du sionisme. Ahed, sa mère Nariman et la famille Tamimi sont la cible des forces d'occupation pour leur résistance anticoloniale dans le village palestinien de Nabi Saleh. Ce village combat depuis longtemps contre la confiscation de leurs terres par la colonie sioniste et illégale de Halamish. Ahed fait partie des 360 enfants emprisonnés dans les geôles israéliennes. Ces enfants sont soumis à la torture, à l'isolement, au refus d'accès à leurs familles ou à des avocats. Ces enfants font partie des 6 200 prisonniers politiques palestiniens dans les prisons sionistes. Cette répression sans limite s'est renforcée, ces violations ont empiré depuis la décision de Trump qui, par là-même, ouvre la porte à une intensification des opérations militaires.

En Israël comme en Europe : la chasse aux réfugiés

L'objectif de Netanyahu est clair : « il faut les faire partir ». Ceux qui doivent partir sont des réfugiés soudanais ou érythréens qui ont fui les massacres dans leurs pays d'origine. Israël a annoncé, le 3 janvier, le lancement d'un programme destiné à imposer à près de 40 000 réfugiés en situation irrégulière de choisir entre leur expulsion ou leur incarcération. Fin mars est la date butoir : après, ils seront emprisonnés pour une durée indéterminée. Selon Human Rights Watch : « les détenus sont retenus sans objet légal et sans limitation de durée en vertu d'une politique globale de détention liée à l'immigration. Les autorités israéliennes ne sont pas en mesure de justifier individuellement les décisions de détention, et il n'existe aucune démarche efficace permettant de les contester ». Comme leurs demandes d'asile sont constamment refusées, les alternatives qui s'offrent à eux sont exécrables : ils doivent choisir entre subir une détention à perpétuité en Israël ou revenir dans leur pays à leur risque et péril. Cette politique n'est pas sans un relent de racisme pour les réfugiés africains ; Netanyahu, en août dernier, dans un quartier du sud de Tel-Aviv, où résident de nombreux réfugiés, s'était engagé à rendre ce secteur aux « citoyens israéliens ».

Libération immédiate d'Ahed Tamimi et de tous les prisonniers.

Bas les pattes devant le peuple palestinien.

**Francis Charpentier,
2 février 2018**

Modifié le mardi 13 février 2018

Voir aussi dans la catégorie Palestine

Israël : chantre de l'apartheid.

La proposition de députés de la Nupes à l'Assemblée Nationale, de qualifier la politique de l'État sioniste comme une politique d'apartheid contre le peuple palestinien, crée de... >>



Israël : un gouvernement dans la tempête qui continue à assassiner les Palestiniens

La coalition anti-Netanyahou connaît des heures difficiles. Cette coalition hétéroclite va de la droite sioniste religieuse à la gauche laïque et "radicale" en passant par un parti arabe... >>



Israël : un sioniste en chasse un autre !

Le dimanche 13 juin 2021, Benyamin Nétanyahou a été contraint de quitter son poste de premier ministre par une coalition hétéroclite allant de la droite extrême à la pseudo gauche... >>



Halte à l'attaque israélienne. Vive la résistance palestinienne



Le conflit actuel a commencé en avril, avec l'offensive israélienne visant à expulser les Palestiniens de Sheik Jarrah, à Jérusalem-Est. Ici, nous abordons l'actualité, la résurgence des... >>



Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaît de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>



Palestine : l'apartheid sioniste en action

Israël officialise en juillet 2018 sa politique d'apartheid. La jeunesse, loin de se soumettre à cette politique, se mobilise malgré une répression sauvage. Alors que l'apartheid se poursuit, la jeunesse se mobilise malgré la tourmente de la... >>